



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 31 juillet 2023

❖ Régional

Une faible participation des chefs d'Etat et de gouvernement au Sommet Russie-Afrique

Lors du Sommet Russie-Afrique, 17 chefs d'Etat africains se sont déplacés les 27 et 28 juillet, contre 43 en 2019. Vladimir Poutine comptait sur une forte participation des dirigeants africains pour démontrer l'influence croissante du pays sur le continent. Parmi les absents: Tshisekedi, l'actuel président de la RDC, qui a annulé son déplacement ou encore le président kenyan William Ruto, qui a décidé d'être représenté par l'Union Africaine et de ne pas prendre part au Sommet. Néanmoins, les présidents des Etats du Burundi, de l'Erythrée, de l'Ouganda et des Comores étaient présents. En ce qui concerne l'Ethiopie, le Soudan, Djibouti et les Seychelles, des délégations ministérielles ont été envoyées. Face à une participation moins importante qu'attendue des chefs d'Etat africains, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, déplore « des pressions sans précédent exercées par les Etats-Unis et leurs alliées » sur les pays du continent.

Le Kenya et l'Ouganda tentent de relancer l'extension du SGR

L'Ouganda rejoint le Kenya dans le projet d'extension du SGR (*Standard Gauge Railway*) jusqu'à Kampala, la capitale ougandaise. Cette prolongation de la ligne s'inscrit dans un objectif à plus long terme: permettre aux marchandises transitant par le port de Mombasa d'être transportées dans les pays n'ayant pas de façade maritime tels que l'Ouganda, le Rwanda, la République Démocratique du Congo, le Sud Soudan et le Burundi. Ainsi, vendredi 28 juillet, les ministres du Transport des deux Etats ont signé un accord engageant le Kenya à étendre la ligne du SGR de Naivasha à Malaba (368 km) et l'Ouganda de Malaba à Kampala (272 km). Pour ce faire, les deux Etats souhaitent lever les ressources nécessaires auprès des Etats du Moyen-Orient.

❖ Burundi

Pas de brève cette semaine

❖ Comores

Pas de brève cette semaine

📍 Djibouti

Acquisition d'un dock flottant pour la réparation navale à Djibouti

Djibouti a acquis un bateau de réparation navale pour développer les services de maintenance légère destinés aux navires privés, marchands et militaires dans le port de Djibouti. Ce dock flottant, le plus important de la région, a été construit par l'entreprise néerlandaise Damen Shipyards et mesure 217 m de longueur avec une capacité d'accueil annoncée de 50 000 t. Positionné dans un premier temps au vieux port de Djibouti, le garage naval devrait être déplacé à Damerjog une fois le futur complexe portuaire mis en opération.

📍 Erythrée

Pas de brève cette semaine

📍 Ethiopie

Approbation d'une subvention de 730 MUSD par la Banque mondiale pour l'amélioration du corridor Addis-Djibouti

La Banque mondiale par le biais de l'Association Internationale de Développement (IDA) a approuvé l'octroi d'une subvention de 730 MUSD pour l'amélioration du corridor Addis-Djibouti. Cela dans le cadre du projet de corridor économique régional de l'initiative Corne de l'Afrique. Concrètement le projet vise à une modernisation de l'axe routier sud reliant l'Ethiopie au port de Djibouti et plus particulièrement le tronçon Mieso-Dire Dawa en faisant une quatre voies. Ce dernier étant en très mauvais état et non adapté à la

circulation dense de camion obligeait les usagers à faire un détour de 146 Km pour l'éviter. Ainsi, ce projet vise à renforcer l'efficacité du corridor éthio-djiboutien via la valorisation de son axe méridional (Addis-Abeba – Awash – Mieso – Dire Dawa – Dewele – Djibouti ville), afin d'assurer une voie d'accès aux eaux djiboutiennes de 120 km plus courte que l'actuel axe septentrional (le plus emprunté) passant par le poste frontière de Galafi. Cela permettrait notamment de renforcer la compétitivité commerciale de l'Ethiopie puisque la quasi-totalité de ses flux commerciaux (95%) transitent par les ports djiboutiens.

Publication par la *Commercial Bank of Ethiopia* de ses résultats pour l'année 2022/2023

La *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE) – première banque du pays à capitaux publics – a communiqué sur une partie de ses résultats pour l'année fiscale 2022/2023. Les dépôts de la CBE ont atteint les 1100 Mds ETB (20,1 Mds USD) soit la moitié du total éthiopien. Cependant, si la banque a vu son capital et ses bénéfices augmenter de manière significative (respectivement + 1,2 Md USD et + 4,7 % de bénéfices) elle n'est pas parvenue à remplir ses objectifs concernant la mobilisation de ses ressources en prêts : seuls 89 % ont été octroyés en prêts. Phénomène pouvant être expliqué par la concurrence croissante dans le secteur bancaire depuis quelques années avec de nombreux nouveaux entrants. Dans un contexte de pénurie structurelle de devises, la CBE est parvenue à doubler ses objectifs en termes de génération de devises avec 3,5 Mds USD soit une croissance de 32,2 %. La banque publique a également déclaré avoir alloué 57 % de ces devises aux importations d'hydrocarbures, 18 % pour les importations

publics (principalement engrais et produits pharmaceutiques) et les services de la dette extérieure, 7 % seulement pour le monde des affaires – illustrant donc de manière équivoque la difficulté pour les entreprises dépendantes des intrants comme pour le secteur manufacturier.

Retour de *Deloitte* en Ethiopie

Le géant du conseil et de l'audit Deloitte a annoncé son retour en Ethiopie pour septembre 2023. L'entreprise devrait ouvrir des bureaux à Addis sous la supervision de sa branche kenyane. La firme anglaise avait déjà opéré dans le pays via une joint-venture de 2013 à 2017 avec un partenaire local, HST. Depuis, l'entreprise avait quitté physiquement le pays mais pas ses liens économiques avec le pays puisqu'elle avait travaillé avec *Ethio Telecom* sur sa privatisation partielle en 2021. Deloitte avait fermé ses bureaux après sa rupture avec son partenaire en 2017 en raison de la législation qui l'empêchait de conduire des activités d'audit. Néanmoins en 2020, sous l'impulsion du PM Abiy Ahmed la loi a été assouplie et les entreprises d'audit peuvent maintenant exercer dans le pays sous la forme d'une joint-venture devant restée minoritaire. Les cabinets d'audit internationaux auront un rôle déterminant à jouer dans le pays et pour le secteur encore embryonnaire. D'autant que cette même réforme prévoit un passage des entreprises de taille importante aux normes comptables IFRS d'ici 2024.

Augmentation de 14 % la dette domestique éthiopienne entre juin 2022 et mars 2023

Le rapport trimestriel du ministère des finances éthiopien (MoF) souligne une augmentation de 14 % du stock de dette domestique entre juin 2022 et mars 2023. Il atteignait alors les 1748 Mds ETB (31,9 Mds USD). Cela représente 53,5 % du stock de dette public du pays dont 60 % est détenu par le gouvernement et 40 % par les SOEs, les 46,5 % restant représentant le stock extérieur. Pour rappel depuis le début du conflit au Tigré, les flux de nouvelles dettes extérieures se sont arrêtés et le gouvernement a été tenu de financer son déficit en ayant recours aux emprunts domestiques. L'augmentation mentionnée par le rapport du MoF, est tirée principalement d'une augmentation de dette domestique du gouvernement et non des SOEs. Or ce phénomène est principalement issu d'un jeu comptable. En effet, le gouvernement finance son déficit par des avances directes (AD) massives de la NBE – 235 Mds ETB (4,3 Mds USD) pour 2022 – et converti a posteriori ses AD en dette de long terme. L'enjeu est de taille pour le gouvernement car le recours à ce financement monétaire est l'un des principaux facteurs de l'inflation dans le pays – supérieure à 30 % depuis 2021. Néanmoins, les perspectives d'un appui budgétaire dans le cadre d'un accord avec le FMI devraient mettre fin à cette pratique inflationniste de la part du gouvernement.

Budget du gouvernement fédéral éthiopien

Le budget du gouvernement éthiopien pour l'année fiscale 2023/2024 a été rendu public. Ce budget de 802 Mds ETB – soit 14,7 Mds USD - prévoit un déficit de 2,5 % du PIB. Un effort budgétaire a ainsi été fait puisque le déficit de 2022/2023 était de 4 % du PIB. Les ressources domestiques représentent 90 % du financement budgétaire du

gouvernement pour l'année fiscale en cours – dont 60 % de revenus propres et 30 % de prêt. L'ensemble du financement par la dette représente 35 % du total. La taxation des importations et les droits de douanes – 188 Mds ETB soit 3,4 Mds USD – représentent 23 % du total du financement budgétaire. La dotation budgétaire des gouvernements régionaux correspond à 27 % du budget. Les services de la dette atteignent 20 % du budget. On constate également que les services de la dette extérieure sont inférieurs à ceux de la dette domestique : 91,8 Mds ETB (1,7 Md USD) pour la dette domestique contre 67,4 Mds ETB (1,2 Md USD) pour la dette extérieure soit respectivement 11,5 % et 8,5 % du budget. Les investissements dans les domaines économiques représentent 16 % du budget. On constate également une baisse de 68 % du budget de la défense. Les services sociaux représentent la plus faible partie du budget avec seulement 11 % du total et voient leur budget diminuer de 12 %.

Kenya

La Cour d'Appel lève l'ordonnance interdisant la mise en œuvre de la loi de finance 2023

Ce vendredi 28 juillet, la Cour d'Appel a levé l'ordonnance déposée par un sénateur le mois dernier (le 30 juin) interdisant la mise en œuvre de la loi de finances 2023. Cette décision de la Cour a été rendue après que le CS du National Treasury, le Professeur Njuguna Ndung'u, avait fait valoir que le gouvernement perdait, quotidiennement, environ 500 MKES en raison de la non application de la loi. Par ailleurs, il a ajouté que le gel rendrait difficile pour l'administration kenyane la mise en œuvre

du budget 2023/24. Le professeur Ndung'u avait déjà demandé à la Cour de lever l'ordonnance qui avait été prolongée par celle-ci le 10 juillet en arguant que le gouvernement devait emprunter des sommes trop importantes pour combler le déficit.

Le KES devrait encore se déprécier face au dollar américain selon la banque d'investissement EFG Hermes

Le 1^{er} août, le KES a atteint un niveau de 142,44 par rapport au dollar. Cette tendance à l'affaiblissement devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année, où le KES est attendu à un niveau de 150 pour un dollar. En effet, depuis le début de l'année, en raison d'une insuffisance de dollars, une baisse de 15% du KES a été constatée. Malgré la série d'augmentations du taux menée par la CBK au cours des deux derniers mois, le KES n'a pas réussi à reprendre du poids face au dollar. Or un taux de change de 150 KES pour un dollar constituerait une crise majeure pour le Kenya. En cause, l'augmentation du prix des importations et donc la hausse des prix du pétrole, des médicaments, des engrais et des denrées alimentaires. Néanmoins, les réserves de change utilisables sont restées suffisantes et atteignent un niveau de 7 377 MUSD au 27 juillet 2023, soit l'équivalent de 4,03 mois de couverture des importations.

Le FMI émet des réserves sur la transparence des informations concernant les entreprises remportant les appels d'offres de l'Etat

Dans son dernier rapport, le FMI a présenté ses réserves quant au travail de divulgation des détails concernant les entreprises remportant les appels d'offres publics. Dans ses engagements avec le FMI, que ce soit dans le cadre de l'EFF (*Extended Fund Facility*) ou de l'ECF (*Extended Credit Facility*), l'Etat Kenyan a toujours eu, comme contrepartie, le devoir de mettre à disposition les informations concernant les entreprises remportant ces appels d'offres. De plus, le FMI ajoute que dans le cadre de l'accord de 48 mois où le Kenya doit recevoir d'ici à 2025 3,52 Mds USD afin de réduire la vulnérabilité de sa dette, le manque de transparence du gouvernement kenyan entrave la bonne réalisation des objectifs de l'accord.

Madagascar

La France et l'Union européenne soutiennent les projets Angovo et Talaky Be à travers trois accords de financement

Le Gouvernement malgache, représenté par la ministre de l'Economie et des Finances (MEH), et l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé le 24 juillet trois accords de financement, en présence de l'Ambassadeur de France à Madagascar et du Chef de Coopération de la Délégation

de l'Union Européenne (UE). Deux d'entre eux appuient le projet Angovo à hauteur de 33,2 MEUR et le dernier concerne le projet Talaky Be pour un montant de 40 MEUR. Ces financements permettront un meilleur accès à l'électricité en zone rurale et la promotion de pratiques agricoles plus efficaces, durables et rémunératrices, tout en veillant à la conservation des écosystèmes forestiers.

Maurice

Pas de brève cette semaine

Ouganda

Premiers forages dans le cadre du projet pétrolier controversé

TotalEnergies a annoncé mardi 26 juillet avoir commencé le forage de certains puits de pétrole sur le site de Tilenga, tandis que le début de la production est toujours prévu pour 2025. Selon le FMI, l'Ouganda bénéficiera de ses premières recettes budgétaires induites par le projet pétrolier lors de l'exercice 2024/2025. Ces dernières s'élèveront au maximum à 2,6% du PIB sur l'exercice 2027/2028 avant de diminuer progressivement sur le long-terme. Afin d'éviter un syndrome hollandais (*Dutch disease*), l'Ouganda s'est doté d'une législation promouvant le contenu local et d'institutions devant optimiser la gestion des recettes fiscales (*le Uganda Petroleum*

Fund, le Consolidated Fund et le Petroleum Investment Fund), tandis que les rapports annuels de l'*Extractive Industries Transparency Initiative* (EITI) doivent aider à renforcer la transparence dans le secteur des industries extractives.

Rwanda

Kigali va recevoir 100 bus pour le transport public d'ici fin 2023

Une livraison de 100 bus, décomposée en une première livraison à fin octobre de 60 bus et une seconde en décembre de 40 bus, permettra d'accentuer les moyens donnés à l'opérateur des transports publics en bus à Kigali: Kigali Bus Services. Dans les grandes métropoles africaines, le transport de masse est présenté comme l'une des solutions les plus adaptées aux défis de mobilité. Ainsi, à Kigali, en l'absence de transport ferroviaire, le bus est l'un des principaux moyens de déplacement dans la capitale rwandaise. Or l'organisme public Kigali Bus Services dispose actuellement d'une flotte vieillissante et ne parvient pas à répondre à la demande.

L'UE et le Rwanda signent un accord de 19,5 MEUR

Ce lundi 31 juillet, le Rwanda a reçu un prêt de 19,5 MEUR (25,6 Md Rwf) de la part de l'Union Européenne avec pour objectif de renforcer les efforts du pays en matière de justice et de réconciliation. Ce prêt jouera, pour les autorités locales, un rôle vital dans la réalisation des objectifs présentés dans le plan stratégique 2018-2024 du Rwanda sur les sujets de Justice, Réconciliation, Loi et Ordre. Par ailleurs, il fait partie d'un soutien plus large de 260 MEUR de l'UE au Rwanda

pour la réalisation de son Programme Indicatif Pluriannuel 2021-2024.

Seychelles

Air Seychelles réalise un bénéfice de 8,4 MUSD en 2022

Pour la première fois depuis 2016, la compagnie aérienne nationale des Seychelles, *Air Seychelles*, a réalisé un bénéfice de 8,4 MUSD pour l'année 2022, après une perte déclarée de 22,7 MUSD en 2021. Avant le début de 2022, la compagnie aérienne avait subi les effets de la pandémie de COVID-19, qui comprenaient la fermeture de ses principales routes et la réduction de ses sources de revenus. A fin juin 2023, la valeur de l'entreprise s'élève à 24,5 MUSD, un résultat positif qui signifie que l'entreprise est solvable car ses actifs sont supérieurs à ses passifs, sa situation financière s'étant améliorée de 109,5 MUSD au cours des deux dernières années. La performance d'Air Seychelles est en bonne voie pour dépasser son plan quinquennal.

Somalie

La Banque mondiale accorde à la Somalie un DPO de 75 MUSD

Lundi 31 juillet, la Banque mondiale a accordé un prêt de 75 MUSD à la Somalie afin d'aider le pays dans sa démarche de désendettement, dans le cadre de l'initiative PPTTE. Ce prêt fait suite à deux précédents DPF (*Development Policy Financing*) de la

Banque mondiale. Celui-ci a pour objectif d'accompagner le gouvernement dans son neuvième Plan de Développement National met en place son programme ponctué d'ambitieuses réformes: renforcer des institutions via une meilleure collecte fiscale, stimuler les investissements, créer des emplois.

Soudan

Multiplication des initiatives de paix Soudan

Bien que sous l'égide américano-saoudienne, les négociations à Djeddad entre les deux belligérants du conflit soudanais piétinent. Selon des officiels soudanais, la délégation de l'armée soudanaise exige, comme précondition à la reprise des discussions, le retrait des éléments des RSF des quartiers résidentiels et des hôpitaux de Khartoum. Pour mémoire, 14 cessez le feu ont été annoncés depuis le début du conflit, le 15 avril, sans qu'aucun n'ait réellement été complètement respecté. En parallèle, de ces négociations, d'autres initiatives sont en cours. Parmi les plus récentes à noter une réunion d'une partie des forces civiles (FFC historique) au Caire les 24 et 25 juillet, à l'issue de laquelle elles ont appelé à une enquête indépendante sur les violations commises contre les civils par les deux camps. Elles ont également proposé une coordination des initiatives existantes, notamment celles lancées par l'Union Africaine, par l'IGAD -qui avait donné lieu à une réunion à Addis Abeba le 10 juillet-, ou encore par les pays limitrophes du Soudan, dont la première réunion s'était tenue au Caire le 13 juillet. Dans le même temps, une réunion consultative, parrainée par les RSF et regroupant des activistes des droits de

l'hommes, des représentants des mouvements armés du Darfour ainsi que des chefs darfouris, s'est tenue les 23 et 24 juillet au Togo. Les participants ont appelé à la traduction en justice des responsables des crimes contre la population du Darfour, ainsi qu'à la réforme de l'armée comprenant notamment l'exclusion des éléments islamistes de l'ancien régime.

Délégation soudanaise au Sommet Russie-Afrique

Une délégation soudanaise présidée par le vice-président du Conseil de Souveraineté, Malik Agar, et regroupant les ministres des Mines et de l'Investissement, ainsi que le secrétaire d'état aux Affaires étrangères, a participé au sommet Russie-Afrique, qui s'est tenu à Saint Pétersbourg les 27 et 28 juillet. A la suite d'une réunion bilatérale avec le chef de la délégation soudanaise, le ministre des Affaires étrangères russe, Serge Lavrov, a souligné l'intention de son pays de contribuer à l'apaisement de la situation au pays, indiquant que l'Ambassade de Russie à Khartoum était restée ouverte (il semble cependant qu'elle vienne d'être relocalisée récemment à Port Sudan). Pour rappel la Russie figure parmi les principaux fournisseurs d'armes à l'armée soudanaise. Cependant, le Soudan ne fait pas partie de la liste des six pays africains destinataires des dons de blé annoncés par la Russie lors du sommet.

Repli du SDG

Le taux de change du SDG vis-à-vis du dollar commence à s'effondrer au marché noir où il a atteint 620 SDG/USD comparé à 600 SDG/USD à la mi-juillet. Il est même échangé à 680 SDG/USD lorsqu'il s'agit d'un transfert à l'étranger (système hawala). Par contre, le taux officiel reste relativement stable à la Bank of Khartoum où il s'échange à 582 SDG/USD.

🍷 Soudan du Sud

Débat sur le budget au Parlement

Après sa présentation aux parlementaires par le ministre des Finances en juin, et son examen pendant 3 semaines par la Commission de la Finance et de la Planification, le budget pour l'année 2023/2024 doit désormais être débattu au Parlement. Dans un contexte marqué par d'importantes arriérés de paiements des fonctionnaires, le budget proposé se focalise sur l'augmentation des salaires des militaires et des fonctionnaires. Cela doit être financé par les recettes pétrolières (86,1% des recettes publiques en 2021/22), non-pétrolières (que le gouvernement entend développer) et par les dons. L'opposition, regroupée dans la *South Sudan Opposition Alliance (SSOA)*, a critiqué le budget, signalant que rien n'était prévu pour le processus de rédaction d'une constitution ni pour le recensement.

🍷 Tanzanie

Vers l'assainissement financier de la compagnie nationale d'électricité

Le directeur général de la compagnie nationale en charge de la fourniture d'électricité (Tanesco), Maharage Chande, a déclaré que, Tanesco est enfin devenue une entité rentable, grâce aux initiatives de transformation entreprises par le gouvernement et l'entreprise elle-même. La société a enregistré un bénéfice record de 45 MUSD au cours de l'exercice 2021/22, un record depuis la création de Tanesco en 1964. Ce redressement est attribuable à diverses mesures de transformation (augmentation progressive des tarifs et renforcement de l'efficacité opérationnelle), dont la décision du gouvernement de prendre en charge le paiement des dettes de Tanesco d'un montant total de 996 MUSD en les convertissant en fonds propres. Actuellement, la capacité électrique installée totale de la Tanzanie est de 1 900 MW. La vision du gouvernement est de produire 5 000 MW d'ici 2025. Cela suggère que l'achèvement du projet hydroélectrique Julius Nyerere de 2 115 MW (à 90%) et d'autres projets tels que l'extension 185 MW-Kinyerezi one et le projet Rusumo de 85 MW renforceront la vision du gouvernement.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA
suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS
rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international